

Le libertaire

Rédaction : SEBASTIEN FAURE
Administration : PIERRE MUALES
9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

LE COMLOT CATALAN

« Bientôt, la Sûreté Générale apprenait que des réunions secrètes se tenaient rue Louis-Blanc, à l'Union Anarchiste... »

Le Quotidien (4 nov. 26).

La Sûreté Générale (de Poincaré et de Primo de Rivera) est bien mal renseignée.

SACCO ET VANZETTI

Qu'on les assassine Ou qu'on nous les rende !

Que se passe-t-il ? On en est l'affaire Sacco-Vanzetti ? Quand le Gouvernement de Massachusetts se décidera-t-il et dans quel sens se prononcera-t-il ? Mise en liberté ou exécution des deux innocents ?

Grande est notre impatience. Les jours se succèdent sans nous apporter la bonne nouvelle que nous attendons.

Si nous songeons que, il y a quelques jours, l'élection de nos deux camarades semblait décidée et ne plus être qu'une question d'heures, il y a lieu de considérer comme un heureux présage l'ajournement de cette monstrueuse iniquité.

Pouvoir espérer encore lorsqu'il y a une semaine nous recevions de Boston, où siège le Comité Central Sacco-Vanzetti, un câblégramme ainsi conçu : « Situation désespérée. Agissez », c'est évidemment bon signe.

Mais dans l'état d'anxiété où nous sommes plongés cette dépêche, l'espoir ne nous suffit pas. C'est une certitude qu'il nous faut ; une certitude qui nous délivre de l'angoisse qui pèse sur nous.

Demandez que, après six ans de l'attente et d'incertitude, une décision ferme soit prise, est-ce trop exiger ?

C'est cette décision ferme, dans un sens ou dans l'autre, que nous réclamons et que réclament avec nous les travailleurs du monde entier.

Nous avons le grand espoir que cette tragédie où se joue le sort de deux martyrs se dénouera par la reconnaissance de leur innocence et leur mise immédiate en liberté. Mais c'est une cruauté — et peut-être la plus révoltante — d'ajourner cette mise en liberté.

Car si nous, les camarades de Sacco et de Vanzetti, nous souffrons de l'incertitude, quelle doit être l'angoisse de ces deux hommes qui, depuis cinq à six ans, subissent l'emprisonnement le plus dur, aggravé de la menace de mort constamment suspendue sur leur tête ?

Il faut que ce supplice prenne fin. Il ne peut se prolonger davantage.

Qu'on les assassine, ou qu'on nous les rende ; mais qu'on en finisse !

SEBASTIEN FAURE.

COMITE DE DEFENSE SOCIALE

Le pourvoi de Sacco et Vanzetti a été rejeté.

Il serait monstrueux que ces deux camarades fussent exécutés.

Aucune charge n'existe contre eux. Tout atteste, au contraire, qu'ils sont innocents.

Pour affirmer cette innocence, et pour empêcher qu'un crime s'accomplisse, vous assisterez en masse au

GRAND MEETING

qui aura lieu dimanche matin 7 novembre,

à 9 heures, au PALAIS DE LA MUTUALITE, 325, rue Saint-Martin.

Orateurs :

André Berthoin, avocat du C. D. S. ; Gaillaud, de la Ligue des Droits de l'Homme ; Létrange, avocat du C. D. S. ; A. Pommier et Gané, du C. D. S. ; Sébastien Faure, de l'U. A. C. ; Pierre Besnard, de l'U. F. S. A. ; Paul Louis, de l'U. S. C. ; Capocci, de l'U. S. C. confédérée.

PROPOS d'un PARIA

Deux mauvaises nouvelles, pour commencer ce mois de novembre triste et froid : L'acteur Vilbert est mort ; Mussolini a échappé à un quatrième attentat. Vilbert ! un amoureux, un vrai comique. Un comédien auquel les Conservatoires n'avaient pas imprimé leur façon officielle d'être comique. Et que beaucoup, parmi les « premiers prix » pouvaient justement envier. C'est lui qui créa — il faut bien vivre — le rôle de l'abbé Pellegrin, dans « Mon Curé chez les Riches » du maître... nageur Clément Vautel. Je ne veux pas dire que ce fut ce dernier exercice qui abrégé sa vie de consciencieux artiste, mais, tout de même, il méritait mieux que cela ! Voyons l'autre « mauvaise nouvelle ». Mussolini est saisi. Les mœurs de Matteotti et de tous les suppliciés du sanglant régime fasciste, restent donc, momentanément, inviolées. Patience... L'auteur de l'attentat, un tout jeune homme nommé Anteo Zamponti a été, racontent les journaux, écharpé par « la feuille ». Plusieurs fois étranglé et quatorze fois poignardé, ce « jeune Brutus » mourut, d'après les savants, une minute et demie après avoir adressé au tyran l'expression de son mépris !

L'Action Française trouve excellente cette manière de faire. Il est vrai que l'on ne peut s'attendre à autre chose de la part du torchon-royal tout maculé de la prose de « l'assassin épistolaire » Ch. Maurras. Naturellement, le Torchon de la rue de Rome — il n'est d'ailleurs pas le seul — monte en éponge le merveilleux sang-froid de celui qui, aux dires de gens qui le connaissent bien, est le plus couard des dictateurs.

Savourez cela, et surtout sans en rire : « quand la balle l'a frôlé, il baissa simplement un peu la tête, comme pour regarder par où elle était passée... »

Je parierais, moi, que le « Duce » s'est même mis à fredonner :

« Une balle est passée par là

« Elle était ronde... »

Tas de farceurs...

Mais la mort glorieuse du jeune Zamponti n'a pas suffi à assouvir la soif de vengeance des « chemises noires ».

Ce ne sont que discours provocants et grandiloquents de la part des chefs. Turati veut une hécatombe de tous ceux qui ne se

prosternent pas assez vite devant le Duce. Les télégrammes de Poincaré et de Briand n'ont pas réprimé les ardeurs « antifrançaises » des sauvages dont les hauts-faits font rêver les collégiens d'action, d'élite française et de Taillinger, ainsi que les anciens combattants « fascistes ».

C'est ainsi qu'une quinzaine de « chemises noires » qui ronflaient dans un dortoir de la gare de Vintimille se virent non seulement réveillés sans ménagements, mais consciencieusement fouillés et étreints par une bande d'apaches à l'aspect noires de crasse fasciste.

Briand enverra-t-il un deuxième télégramme de félicitations ? C'est bien possible.

En attendant, les journaux nous annoncent que le père, la mère et les trois frères du jeune Zamponti ont été arrêtés, une dizaine de journaux sont suspendus, et il faut s'attendre à de nombreuses expéditions « punitives » de la part des bandes armées, qui imposent à l'Italie, par la terreur, le plus vil et le plus despotique des régimes.

N'en déplaise aux amateurs de dictature, un régime qui n'est assis que sur la trébuchette n'est pas solide. Il suffit d'une réaction brutale pour le mettre en pièces. Souhaitons pour l'Italie et pour l'humanité que cette réaction se produise le plus vite possible pour éviter les catastrophes que leur réserve l'autocratie du palais Chigi. Et saluons les pionniers de cette œuvre de vie.

PIERRE MUALES.

P.-S. — Des journaux affirment aujourd'hui que ce ne serait pas le jeune Zamponti, l'auteur du coup de feu tiré sur le « Duce » mais un inconnu qui aurait, heureusement, pris la fuite. Les coups de stylet et les multiples strangulations dont a été victime le soi-disant « Brutus » ne seraient dus qu'à « une fâcheuse méprise ».

Attendons de nouveaux éclaircissements sur cette histoire qui apparaît aussi sombre que celle de ce mystérieux drapeau catalan que nous aurons sans doute loisir de contempler prochainement aux Invalides !...

P. M.

LIRE EN 2^e PAGE

L'Avare et le Capitaliste, par S. FAURE.

A tous ceux qui se laissent dupier, par FLECHINE, MOLLIE STEIMER et VOLINE.

EN 3^e PAGE

Notre 11 novembre, par V.

Osera-t-on ?

Les lecteurs de ce journal sont au courant de l'injuste détention de nos camarades Ascaso, Durutti, Jover et Alamarcha. Ils savent dans quelles conditions ces quatre révolutionnaires espagnols, après avoir été impliqués dans l'attentat imaginaire soi-disant destiné à supprimer le roi d'Espagne, lors de son récent séjour à Paris, et après avoir bénéficié d'un non-lieu dans cette affaire, ont été retenus sur une demande d'extradition formée contre eux par le Gouvernement espagnol et celui de la République Argentine.

Or, nous apprenons que leur extradition a été refusée à l'Espagne, mais accordée à l'Argentine.

Et pourtant, bien que ces deux demandes ne s'appuyent sur aucune preuve sérieuse, l'examen des deux dossiers permet d'avancer que les présomptions qui plaident en faveur de l'extradition en Argentine sont plus fragiles encore que celles invoquées par l'Espagne.

La machination gouvernementale et policière qui a son siège à Buenos-Ayres est plus grossière encore et plus manifeste que celle qui paraît de Madrid.

La presse indépendante de la République Argentine ne met pas en doute que les vols à main armée, et notamment l'attaque dirigée contre la banque de Saint-Martin, ne seraient qu'imputés ni à ces libertaires ni à ceux qui ont été arrêtés à Buenos-Ayres, comme étant leurs complices.

Voici ce qu'écrit, à la date du 7 juillet 1926, le journal *La Republica*, de Buenos-Ayres :

« La police a procédé, hier, à l'arrestation de Roberto Cotello, inculpé de complicité dans les attaques à main armée dirigées contre la station principale des tramways et la banque de Saint-Martin. »

« Nous ne pouvons accorder aucun crédit aux bruits extraordinaires que la police fait courir depuis l'arrestation, à Paris, de quatre anarchistes inculpés d'avoir préparé un complot contre la vie du roi d'Espagne. Ce prétendu complot ne peut être qu'une machination policière. »

« Les mystérieuses conférences tenues ces jours-ci par la police devaient fatalement aboutir à quelque chose de ce genre. »

« Lorsque nous apprimes que Ascaso et Durutti avaient fait établir leur carte d'identité à Colombelles (France), où ils avaient présenté leur fameux passeport uruguayen, il ne nous vint pas à l'idée que la police argentine pourrait reconnaître en eux les terribles bandits qui se jouaient d'elle. »

« Ainsi, nous découvrons les fils de la trame qui doit permettre l'arrestation et la persécution d'hommes connus pour leurs idées avancées. »

Roberto Cotello, dont il est question ci-dessus ne fut pas arrêté seul comme complice dans ces vols à main armée qui firent, en Argentine, un bruit énorme et eurent un sensationnel retentissement. On arrêta, en outre, Rotger, administrateur de *El Libertario* et Dadivovitch, un militant connu.

Or, voici un extrait du journal *Crítica*, un des organes les plus répandus de l'Argentine :

« Considérant insuffisantes les preuves réunies contre J. Rotger et R. Cotello, le juge Rodriguez, a ordonné leur mise en liberté. Mais il apparaît nettement que la détention de ces hommes n'avait d'autre but que de favoriser et justifier les perquisitions opérées par la police. »

Autre article du même journal :

A NOUVEAU, LA POLICE PRÉTEND AVOIR COMMIS UNE ERREUR

« Lorsque Cotello fut arrêté, il fallait penser que les preuves les plus formelles existaient contre lui. »

« A en croire les premiers communiqués de police, les inculpés auraient été sérieusement compromis dans l'affaire des vols à main armée. »

« Mais l'activité fiévreuse que déploie la police prouve bien qu'elle ne connaît pas les coupables, bien qu'elle ait réussi à faire condamner, pour cela, Dadivovitch, ce qui apparaît, maintenant, à tous comme la plus grosse des comédies judiciaires. »

« De la même façon qu'elle a fait condamner Dadivovitch, elle voudrait faire condamner Rotger, Cotello et les anarchistes arrêtés à Paris. »

« Mais la manœuvre était si visible que Rotger et Cotello ont déjà dû être relâchés et qu'il faut penser qu'on devra finir par rendre les magistrats responsables de ces cas de persécution systématique. »

Pour aujourd'hui, nous arrêtons là ces citations significatives. Les défenseurs de Durutti, Ascaso, Jover et Alamarcha ne considèrent pas que l'extradition de nos camarades soit une décision irrévocable.

Ils vont — et, de notre côté, nous allons — tout faire pour que ce scandale judiciaire ne se consume pas.

Nous savons que les Gouvernements de France et d'Argentine entretiennent d'excellents rapports.

Ces jours derniers, les grands journaux d'information nous ont appris que le Gouvernement argentin accorde à la France, pour le paiement des quelques centaines de millions qui lui sont dus, les délais les plus larges et, peut-être même, remise entière.

Ce n'est tout de même pas une raison pour livrer à la police argentine des innocents que celle-ci entend charger de crimes récents dont elle ne peut parvenir à découvrir les véritables auteurs.

S. F.

Vers les 3.000 abonnés nouveaux

Nous avons dit ce qu'il nous faut pour ce mois de novembre : mille abonnements ou réabonnements.

Nous répétons qu'il nous les faut et que nous espérons bien les recevoir.

La province et l'étranger continuent à marcher assez bien ; nous les prions de continuer. C'est la région parisienne qui boude.

Les camarades de Paris et de la banlieue ont la tête bougrement dure. Que faut-il dire et faire pour qu'ils se décident à remplacer le LIBERTAIRE qu'ils prennent chez leurs marchands, comme acheteurs au numéro, par le LIBERTAIRE qu'ils recevront à domicile, comme abonnés.

Il y a mille cinq cents camarades sur les 3.000 acheteurs au numéro qui, peuvent, sans qu'il en résulte pour eux autre chose que le désagrément de lire leur LIBERTAIRE quelques heures plus tard, se transformer ainsi en abonnés.

Cette impatience à lire ce journal prouve qu'ils y sont attachés et que, par habitude, la lecture du LIBERTAIRE est devenue pour eux une nécessité.

Ils seront bien avancés si, parce qu'ils auront refusé le léger effort de s'abonner, ils rendent la situation du LIBERTAIRE de plus en plus difficile et... peut-être, sa cessation nécessaire !

Vite, vite, les Parisiens et les banlieusards, abonnez-vous et faites abonner vos copains.

S. F.

CENT AVOCATS DEMANDENT LA GRACE DE SACCO & VANZETTI

Les avocats français soussignés, douloureusement affectés à l'annonce d'une possible exécution de Sacco et de Vanzetti, demandent instamment au Gouvernement américain la grâce de ces deux hommes.

Sans vouloir s'immiscer dans les affaires de la justice américaine, force leur est bien de constater que les juges américains eux-mêmes sont tenaillés par un doute quant à la culpabilité de ces deux malheureux, puisqu'ils n'ont encore osé les envoyer à la mort, malgré une sentence vieille de cinq années.

Sacco et Vanzetti, endurant depuis soixante-quatre mois cette horrible situation d'être chaque jour dans l'attente d'une exécution capitale, ont, même s'ils étaient coupables, gagné leur droit à la vie par un aussi long supplice.

Signé : Campinchi, De Moro de Gafferi, Lemery, Paul-Boncour, Alcide Delmont, Levy-Oulmann, Noguères, Ernest-Charles, Vincent-Arriol, Eugène Frot, Robert Bos, Pingaud, Yvonne Neff, Corcos, Rul, Comby, Zevaes, Seelmann, Jules Urhy, Louis-Levy, Jean Longuet, André Delhay, Yvonne Jacquemin, Michaut, Doley, About, André Le Trocquer, Henry Torres, Suzanne Levy, Boissier, Riboud, Fournier, Maurice Paz, Gelma, Coen, Truc, Junker, Gaston Joly, Chadral, Marcel Lefrange, Marguerite Huet, Mendelssohn, Dejean, E. Depreux, Ducros, Léonce Pimentia, Teboul, Juliette Goublet, Robert Foissin, Suzanne Blum, Marcel Villard, Paul Weill, Bloncourt, Roudenko, Cabrol, Lazurick, Georges Mauranges, Chavoix, Maurice Picard, Sarret, Martinand, Deplat, Henri Bonfils, Bamas, Thevenot, Broussard, Gabriel, Madeleine Fensier, Valabregue, Goudchaux, Brunschwig, Michel Breuil, André Berthoin, Betty Brunschwig, Delatree, France Cingnault, Tomasini, Guillot, Guilhen, Hamburger, Marcel Kahn.

On vient de le voir à Vintimille. Le danger est manifeste.

Il n'est peut-être pas trop tard pour le conjurer ; mais il n'y a plus une minute à perdre.

Il est urgent et nécessaire que les antifascistes se concertent et agissent. Il faut qu'à toutes les attaques fascistes, qu'elles s'adressent par la parole, par l'écrit ou par l'action, ils opposent immédiatement une résistance énergique et victorieuse. Il faut que, sans plus attendre, ils prennent l'offensive et coupent le mal dans ses racines, afin d'en empêcher le développement.

Il faut...

Mais les antifascistes, où sont-ils ? Qui sont-ils ? Que font-ils ?

S. F.

SAINT-DENIS

GRAND MEETING

de protestation en faveur de Sacco et Vanzetti lundi 8 novembre à 20 h. 30, salle des Fêtes, rue de la Légion-d'Honneur.

Orateurs : Le Meilleur, Loréal, un orateur du Comité de Défense sociale.

UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

Aux Groupes ! C'est le dernier appel que nous lançons au sujet de la cotisation annuelle.

En conséquence, les groupes sont priés de répondre s'ils sont partisans de 10 francs ou alors du maintien de 5 francs.

Nous rappelons aussi aux camarades qu'ils ne doivent pas négliger leurs versements mensuels à l'heure actuelle, plus de vingt groupes sont en retard d'au moins trois mois.

L'effort fourni et l'effort à fournir pour l'agitation nationale en France, et de nos idées en général, demandent de la régularité dans l'aide financière.

Groupes, n'oubliez pas vos versements mensuels et annuels.

Adressez les fonds au chèque postal 950.32 Odéon Pierre, 9, rue Louis-Blanc Paris (10^e).

L'U. A. C.

DIMANCHE 7 NOVEMBRE, à 14 h. 30 PRECISES

Salle des Fêtes, 10, rue de Lancry (Métro Lancry)

GRANDE MATINÉE ARTISTIQUE

au bénéfice du « Libertaire »

Au Programme :

BICOT, EUGENE (du Groupe Théâtral), ALBROS (scènes humanitaires), HENRI HERO (ténor), Mlle X... (violoniste), le Cabaretier DRANOEL (dans les œuvres d'Aristide Bruant), le Poète-chansonnier PIERRE SIMON MEROP (de la Chanson de Paris, dans ses œuvres), les divettes : YVONNE MAXY et JANECEY (dans leur répertoire), LOUIS LOREAL (dans ses œuvres), CLAUDINE BORJA (de l'Olympia), et JEAN BASTIA.

Le Groupe Théâtral interprétera :

« LEU COMMUNE »

de Gaston Couté et Maurice Lucas

Au piano : le compositeur LOUIS BOSCH ; Régisseur : Louis Loréal.

Prix d'Entrée : 4 francs

On trouve des cartes à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, et à la Librairie Internationale, 72, rue des Prairies.

LA VIE DE L'UNION

A tous les Syndicats Autonomes A tous les Syndicalistes

La Commission d'organisation fait un pressant appel à tous les Syndicats autonomes se réclamant du Syndicalisme fédéraliste.

Elle leur demande, s'ils ne l'ont fait déjà, de mettre à l'ordre du jour de leur assemblée générale, la participation au Congrès ainsi que la discussion des questions qui ont été publiées dans *La Voie du Travail*, nos 3, 4.

Nous sommes arrivés à l'heure où chaque organisation, chaque syndicat doit prendre une position nette.

Ils doivent donc, de toute urgence, convoquer leurs A. G. et se situer.

Si, dans certains Syndicats, le Bureau était opposé à la discussion des points cités plus haut, le devoir des syndicalistes sincères est de faire le nécessaire pour que cette discussion vienne en assemblée générale. (Ils trouveront toute documentation utile dans *La Voie du Travail*.)

La Commission ignore pas le travail souterrain qui est fait auprès des organisations par les partisans de l'autonomie à tout prix, ou par ceux de la rentrée à la rue Lafayette. (Ils confondent, du reste, leurs efforts, comprenez qui pourra.)

La Commission entend, quant à elle, poursuivre sa tâche au grand jour.

Les syndicalistes sincères jugeront comme il convient l'attitude de ceux qui, au moment où le syndicalisme tente un suprême et dernier effort, veulent anéantir cet effort en prêchant le maintien de l'egoïste autonomie ou en préconisant la rentrée dans une C. G. T. devenue un rouage gouvernemental, et qui, par ses trahisons successives, s'est mise au ban du mouvement révolutionnaire.

N'en déplaise à certains, le Congrès de Lyon doit être et sera le commencement d'une ère nouvelle pour le syndicalisme. Nombreux sont ceux qui l'ont déjà compris.

Les Syndicats qui n'auraient pas été touchés directement par une convocation sont priés de considérer le présent appel comme une invitation ; ceux qui n'auraient pas reçu *La Voie du Travail* doivent la demander d'urgence au camarade Bernard (V. T.), 22, rue Popincourt, Paris-XI.

La Commission demande aux Syndicats qui auraient déjà discuté la question de vouloir bien le faire savoir au camarade Boisson, Fédération autonome du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris.

Enfin, la Commission compte sur la bonne volonté de tous pour l'aider à mener à bien la rude tâche entreprise.

La Commission d'Organisation.

Tous les délégués des Syndicats autonomes qui viendront à Lyon pour assister au Congrès Extraordinaire de la Fédération Nationale du Bâtiment et au Congrès de Liaison des Syndicats autonomes, sont invités à assister à la réunion d'informations qui aura lieu à la Bourse du travail, cours Morand, salle n° 8, au 2^e étage.

La Commission.

DANS LA CARROSSERIE

Les huit heures se meurent...

Il n'est pas exagéré de dire aujourd'hui, en dépit des affirmations démagogiques de certains leaders d'organisations politiques et syndicales pactisant avec les précédentes, que les huit heures se meurent.

Théoriquement, il existe une loi de huit heures, qui peut, du reste, exister encore longtemps de cette façon. C'est tout à fait sans danger pour nos gouvernants et très conforme à leur politique hypocrite.

Gouvernants et patrons ! deux noms sur une même gueule ! Etat et capital ! deux choses solidaires, l'une étant l'autre !

Pratiquement, c'est autre chose. La consécration des huit heures ne sera pas ou sera l'œuvre des intéressés : les ouvriers eux-mêmes. A-t-on idée de gouvernants faisant des lois « ouvrières » et les appliquant... sans y être contraints ?

Les ouvriers, habitués à s'endormir sur les lauriers... acquis par les autres, n'ont pas compris cette vérité élémentaire. Et, d'ailleurs, les veulent-ils, ces huit heures ? Vous tous, mes camarades, qui lutez avec énergie — bien peu nombreux déjà — pour les conserver, qu'en pensez-vous ? Les inconscients, les indifférents et égoïstes qui nient la valeur de cette grande conquête ouvrière, aveuglés par l'appât du gain, s'apercevront bientôt que les huit heures, misère — de leur cœur. Trop tard, hélas !

Une industrie qui fut assez longtemps à l'avant-garde du mouvement revendicatif parisien : la viticulture, est maintenant une des plus atteintes par la gangrène. Tristesse des temps ! Et les tiliers, jadis pionniers, jadis indomptables dans cette branche, qu'ils deviennent-ils ? Ils s'effondrent dans l'avachissement, devenus la proie du bistrot, ce maître incontesté de tous temps. Allons ! un sursaut d'énergie avant qu'il soit trop tard !

Souvenez-vous de nos devanciers qui payèrent de leur personne depuis 20 ans pour que nous ayons un bien-être que vous méconnaissez obstinément.

Pensez à nos salaires qui baissent et qui, d'ici peu, seront inférieurs pour dix heures à ce qu'ils étaient pour huit heures l'année dernière et surtout épargnez-vous la honte, la salissure de manger le pain des copains chômeurs qui se voient refuser de l'embauche dans l'atelier où vous faites dix heures. Ohé ! les tiliers, les huit heures se meurent. Sauvez-les ! René Rogélli.

Chez les Terrassiers

Les camarades de la Commission de contrôle sont avisés qu'il y a contrôle dimanche 7 novembre, à 9 heures du matin.

Réunion du Conseil : mercredi 10 novembre, à 17 h. 30, salle des Commissions, 4^e étage, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris (10^e). — Le secrétaire, Bourgeois.

LUIGI FABRI

QU'EST-CE QUE L'ANARCHIE ?

En vente à la Librairie Sociale, 9 fr. 50.

LE CONGRÈS de l'Union Autonome du Rhône se prononce pour la 3^e C. G. T.

Le Congrès de l'Union départementale des Syndicats autonomes du Rhône s'est tenu au Cercle Syndicaliste, à Villeurbanne, les 31 octobre et 1^{er} novembre, sous la présidence du camarade Pierre Besnard. La première journée a été consacrée à l'examen du rapport moral, du compte rendu financier et de la gestion du Cercle syndicaliste, confiée au camarade Accary.

Le camarade Fourcade, secrétaire, ouvre les débats en donnant lecture du rapport moral. Il demande aux délégués de formuler leur opinion sur la gestion qui vient de prendre fin.

Koch, des Terrassiers, exprime le désir que le secrétaire commente son rapport. Il regrette que l'Union n'ait pas eu une plus active et demande des explications à ce sujet.

Fourcade, lui répond que bien qu'il considère que le rapport envoyé aux syndicats et dont il vient de donner lecture, reflète parfaitement l'action de l'Union, il est néanmoins à la disposition du Congrès. Examinant alors les raisons qui ont empêché le Bureau et la Commission exécutive de faire toute la propagande nécessaire, des anciennes à régler, absence de permanence, etc., le secrétaire démontre que le bureau a fait tout ce qui était en son pouvoir au prix souvent de sacrifices personnels indéfectibles.

C'est d'ailleurs pas, ajoute-t-il, au Bureau de l'Union à rendre compte des syndicats, mais aux syndicats à faire appel à l'Union pour leur propagande sociale et s'il s'agit de propagande corporative, il est indiscutable que celle-ci incombe aux syndicats.

Raitzon, partage tout à fait cette façon de voir.

Allegre, Lanlanche, Garros, Charent, sont tous d'accord pour reconnaître que le point de vue exposé par Fourcade est l'expression de la vérité. Le Bureau s'est toujours rendu aux appels des syndicats et Koch devrait se rendre compte plus exactement des difficultés rencontrées avant de formuler des critiques qui apparaissent un peu légères, surtout si on tient compte des résultats obtenus.

Koch n'en renouvelle pas moins ses regrets. Il espère qu'à l'avenir on élargira le champ d'action et de recrutement de l'U.D. du Rhône. Il déclare que son syndicat votera le rapport moral et que les critiques qu'il a formulées n'ont pour but que de stimuler d'un bureau.

Après quelques explications complémentaires de Lanlanche et une brève réponse de Fourcade, le rapport moral est adopté à l'unanimité.

La séance de l'après-midi est consacrée à l'examen du compte-rendu financier. En l'absence du trésorier, malade, c'est le camarade Berger qui donne connaissance de la situation financière. La Commission de contrôle n'ayant pu se réunir avant le Congrès, comme il avait été prévu, le Congrès décide qu'elle va se tenir ce soir pour fournir son rapport. En attendant qu'elle remette son travail, le Congrès examine de également que la Commission de gestion a été examinée par la Commission de gestion à laquelle il adjoint les camarades Pelas, Joët et Vacher, avec mission de rapporter avant la fin de la journée sur la question, et la séance est suspendue.

Elle est reprise une heure après. La Commission donne les bases d'un programme possible avec le grand. Ces bases étant acceptées de part et d'autre, sont également acceptées par le Congrès. En outre le Congrès déclare que tous les bruits colportés sur le compte du grand sont sans fondement et affirme que celui-ci a toujours rempli consciencieusement ses fonctions.

La séance est renvoyée au lendemain pour la discussion sur l'orientation syndicale.

Fourcade ouvre le débat, après que le compte rendu financier a été accepté.

Il examine les causes des scissions, leurs conséquences et situe parallèlement la position présente des syndicalistes autonomes. Il démontre que ceux-ci n'ont d'autre issue pour sortir de la situation dans laquelle ils sont : constituer un organisme solide qui groupera toutes leurs forces. Il invite les syndicats à se prononcer fermement dans ce sens.

Besnard, représentant le Comité d'Organisation des syndicats autonomes et l'U.F.S.A., après avoir salué l'attitude exposée tout le mécanisme des scissions, il en démontre les origines et les causes et fait ressortir que les abandons successifs des principes et des buts du syndicalisme ne pouvaient avoir d'autres résultats.

L'ouverture d'une période révolutionnaire ne permet plus aux diverses tendances syndicales de s'unir pour une action commune. Tout le monde est en opposition de leurs buts. Il y a donc obligation pour chacun de suivre sa route.

Besnard expose ensuite comment le syndicalisme devra, pour être en mesure de remplir sa tâche, élargir sa propagande et son action en l'étendant à toutes les forces de production, qu'elles soient industrielles ou agricoles, techniques, scientifiques ou manuelles.

Il convie les syndicats du Rhône à rester fidèles à leur belle tradition révolutionnaire et à faire le premier geste important en vue de l'unité des forces syndicalistes.

Après que le délégué du Comité d'Organisation eut répondu à la satisfaction de tous, aux questions qui lui furent posées, le Congrès adopte par 26 voix contre 3 une abstention, la résolution suivante :

RESOLUTION

Considérant ;

1^o Que les deux C. G. T., par leurs déviations répétées, ont entraîné définitivement le syndicalisme hors de son cadre et qu'en agissant ainsi, elles ont renié sa doctrine, ses buts et ses moyens d'action ;

2^o Que par l'affirmation de leurs principes d'intérêt général ou de dictature politique, les deux C. G. T. ne visent, désormais qu'à consolider l'état bourgeois ou à instaurer la domination d'un parti ; que toutes les deux, les C. G. T. tendent, non pas à libérer les travailleurs, mais à les maintenir dans l'asservissement au pouvoir actuel ou à les assujettir à un régime dont elles sont ou seraient l'un des organes essentiels ;

3^o Qu'en précisant ainsi leurs conceptions, les deux C. G. T. ont systématiquement écarté de leur sein tous les travailleurs qui n'acceptent ni la dictature de la social-démocratie bourgeoise, ni celle du Parti Communiste ;

4^o Que l'affirmation de leurs desseins, au cours d'une période révolutionnaire virtuellement commencée a eu pour conséquence de rendre vaines toutes les tentatives de reconstitution de l'unité organique et vout à l'insuccès tous les essais d'unité d'action ;

5^o Que les deux Congrès Confédéraux d'août 1923 et la conférence dite Interconfédérale qui les suivit, ainsi que l'échec des propositions adressées aux deux C. G. T. par le Comité de Grève Générale Syndicaliste en décembre 1923 et janvier 1924, ont sanctionné l'impossibilité d'unir organiquement pour une action indépendante, l'élite contre le fascisme et les forces syndicalistes françaises aujourd'hui séparées ;

6^o Que l'autonomie, choisie comme moyen provisoire, pour activer la réalisation de l'unité s'est révélée, à l'usage, nettement insuffisante ; que sa pratique a eu pour conséquence d'éloigner les uns des autres les organisations ouvrières et de les confiner dans une action corporative exclusive de toute action sociale ; que cette situation d'autonomie qui devait être essentiellement provisoire, est aujourd'hui condamnée par les faits ; qu'il convient au contraire, et conformément à la doctrine syndicaliste qui préconise l'union des forces ouvrières, de reconstituer le

mouvement syndical, de le rénover, d'étendre son action du métier à l'industrie, de la localité au pays et à l'Internationale, qu'en persistant dans la position d'autonomie corporative, industrielle ou locale, les organisations syndicales démentent raison aux partis politiques qui n'assignent au syndicalisme qu'un rôle corporatif et se réservent la conduite de toute l'action sociale du prolétariat ;

Le Congrès de l'Union des Syndicats du Rhône réuni le 1^{er} novembre 1926, déclare :

1^o Que le premier devoir des syndicalistes consiste maintenant, à rassembler d'urgence, dans un même organisme, tous leurs éléments épars à travers le pays ; de faire en un mot sur leur plan, ce que les deux C. G. T. ont fait sur le leur ;

2^o Qu'en présence de la gravité exceptionnelle des événements actuels et de l'étendue de leurs conséquences possibles, cette unité doit être assurée solidement et ne peut l'être que par la constitution d'un organisme national, lié lui-même organiquement avec les mouvements syndicaux des pays se plaçant sur le même plan ;

3^o Que les expériences tentées jusqu'à ce jour depuis la sortie de nos éléments des deux C. G. T. prouvent, sans conteste possible, que l'organisme national envisagé, ne peut être, lui-même, qu'une autre C. G. T. basée sur les principes du syndicalisme révolutionnaire, fédéraliste et anti-étatique ;

4^o Que cette C. G. T., qui aura charge de grouper dans son sein tous les travailleurs conscients de la lutte de classe, sur le plan du syndicalisme, doit être libre, autonome, et indépendante de tous les autres groupements, quel que soit le caractère de ceux-ci et quels que soient leurs buts ;

En conséquence, le Congrès affirme qu'il est du devoir des Syndicats du Rhône d'assister au Congrès convoqué à Lyon les 15 et 16 novembre 1926, par le Comité d'Organisation constitué par l'U.F.S.A., la Fédération Nationale du Bâtiment et la Fédération Autonome des Coiffeurs, dans le but de sceller l'unité organique des forces syndicalistes révolutionnaires.

Il proclame que, seule, l'unité ainsi reconstituée des forces syndicalistes peut permettre aux syndicats aujourd'hui autonomes de s'opposer, avec chance de succès, aux entreprises de tous les partis qui se disputent un pouvoir chancelant et veulent imposer aux travailleurs une domination rejetée par eux-mêmes.

Toutefois, soucieux de l'intérêt immédiat et futur de la classe ouvrière, le Congrès précise que son adhésion à tel organisme est subordonnée aux conditions suivantes :

1^o La nouvelle C. G. T. devra répondre favorablement à toute demande d'unité d'action sur le plan corporatif, qui pourrait lui être adressée par l'une ou l'autre C. G. T. ou les deux C. G. T. en vue d'une action défensive ou offensive et concernant des intérêts immédiats des travailleurs (salaires, 8 heures, etc.). Le cas échéant, la nouvelle C. G. T. ne devra pas hésiter à provoquer elle-même cette unité d'action. Le Congrès entend, toutefois, que le nouvel organisme ne participe qu'à une action exclusivement syndicale ;

2^o La nouvelle C. G. T. devra participer à toute action réellement révolutionnaire, que ce soit pour résister aux entreprises réactionnaires du pouvoir actuel ou pour renverser ce pouvoir.

Ces précisions nécessaires apportées, le Congrès n'en considère pas moins que l'unité organique du prolétariat ne devient possible, sur le plan syndical, qu'après la faillite, l'effacement ou la chute, des partis et des C. G. T. qui leur servent d'appendices et il affirme que cette unité ne se réalisera que sur le plan du syndicalisme.

Le Congrès proclame également que la participation de la nouvelle C. G. T. aux luttes corporatives ou révolutionnaires, aux côtés des autres C. G. T., ne doit avoir pour but que de réaliser le maximum des buts fixés par le Syndicalisme.

Il n'hésite pas à déclarer, notamment, que la nouvelle C. G. T. devra, au cours d'événements révolutionnaires, avoir permis d'aboutir à l'ordre du jour, pour la révolution, la tâche que lui impose la doctrine du syndicalisme, même si dans cette tâche elle doit se heurter ou s'opposer aux autres C. G. T. et à leurs partis, de quelque façon que ce soit.

Avant ainsi restitué à la résolution son véritable caractère de fait social, qui donne à chacun le droit de tenter d'obtenir le maximum de résultats, suivant les buts qu'il s'est assignés. Avant, déterminé d'une façon précise le rôle du syndicalisme dans l'action générale et immédiate ;

Le Congrès déclare que les Syndicats Autonomes doivent s'efforcer de constituer leurs forces dans une nouvelle Confédération Générale du Travail qui, après la défection des deux autres, sera la continuation de la première.

Le Congrès adopte un ordre du jour, par lequel il manifeste sa sympathie au camarade Fourcade, secrétaire sortant, pour le bon travail qu'il a accompli en ces temps difficiles et le président déclare le Congrès clos, après avoir donné rendez-vous aux syndicats pour les 15 et 16 novembre à Lyon.

DANS LES SYNDICATS

Chambre Syndicale des Emballeurs. — Assemblée mensuelle samedi 6 novembre, à 15 heures, salle Bondy, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau.

Métallurgistes autonomes. — Le trésorier sera élu dimanche 6 novembre, de 16 à 19 heures au siège. Les collecteurs sont instamment priés de venir régler leurs comptes.

Syndicat général des Travailleurs de la pierre. — Nos camarades stucateurs, après six semaines de lutte, viennent de remporter une éclatante victoire sur leurs patrons.

Ces messieurs, ayant décrété le lock-out, avaient juré leurs grands dieux qu'ils ne céderaient pas devant la ferme volonté des compagnons stucateurs, solidaires et unis dans leur syndicat.

Par l'augmentation nouvelle qu'ils viennent d'obtenir et l'échelle mobile qui va être mise en application dans cette corporation, on peut dire, qu'au point de vue salaires, respect de la journée de 8 heures et des us et coutumes, les compagnons stucateurs prennent la tête des corps d'état du bâtiment.

Il serait à souhaiter que les travailleurs de la pierre en général et les tailleurs de pierre des chantiers du bâtiment en particulier prennent en exemple la corporation des stucateurs, et, si les salaires des tailleurs de pierre sont inférieurs à ceux des garçons stucateurs, c'est que les compagnons de la pierre, pendant la bonne saison, font 9 et 10 heures de travail et qu'ils veulent ignorer, pour la plupart, que le syndicat des travailleurs de la pierre existe.

Lorsque, comme nos camarades stucateurs, les travailleurs de la pierre et tous les travailleurs en général seront groupés, seront unis dans leurs syndicats, les avantages auxuels nous avons droit seront faciles à conquérir. Et ce sont nos efforts coordonnés dans les organisations syndicales révolutionnaires que les exploités abattiront leurs tyrans !

Le secrétaire : Louis Chave.

Comité Intersyndical du 13^e arrondissement. — Jeudi 4 novembre, à 20 h. 45, 163, boulevard de l'Hôpital, à la Maison des Syndicats.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués :

Le Gérant : Louis LOREAL.

Imprimerie spéciale du *Libertaire*
10-12, rue Paul-Lelong, Paris.

DANS LE S.U.B.

Continuant son agitation et son action quotidiennes, le S.U.B. obtient un peu partout des améliorations. Certes ces résultats sont encore loin de correspondre aux exigences de la vie, et nous devons nous tenir toujours prêts à nous défendre plus que jamais, car nul ne peut, à l'heure actuelle, l'ignorer, le régime de ce moment va de plus en plus à la catastrophe.

Il est temps et grand temps de agir si nous ne voulons pas en supporter toutes les conséquences qui seront la mort de la classe ouvrière. Sachons nous organiser plus fortement que jamais de façon à pouvoir faire face à tous les dangers.

Nous rentrons dans la mauvaise saison et les manitous et les gouvernements sont loin de l'ignorer, nous sont prêts à l'exploiter plus largement que jamais comptant sur la main d'œuvre étrangère non organisée.

Continuons notre agitation et mettons quotidiennement en pratique, les principes d'action directe ; étendons notre propagande sur tous les chantiers et dans tous les ateliers, de façon à être prêts pour la saison prochaine, à imposer des salaires qui nous permettront de vivre. Le S.U.B. compte sur tous les militants pour la propagande ; que chacun sème le bon grain au travers des chantiers, afin d'amener encore de nouveaux adhérents.

Pour un S. U. B. plus fort, agissons tous !

Faudry, Courtois, Denant.

KIKI, des charpentiers en fer, est invité à passer au bureau du S. U. B. dans le plus bref délai, pour affaire le concernant. — Faudry.

Chez les cimentiers et maçons d'art. — L'action continue dans les maçons d'art et tous les mouvements de chantiers qui se sont produits pendant la bonne saison ont permis à la majorité des chantiers de ciment armé et de travaux publics, ont pour ainsi dire, porté leurs fruits. L'augmentation des salaires s'est faite un peu partout cahin-caha, et beaucoup croient que tout est terminé ! Nous disons : non ! L'action qui est engagée doit continuer comme par le passé. Voici les chantiers qui ont déjà un peu de latitude chez les copains. Le patronat du ciment qui a cédé à nos justes revendications pour le prix de l'heure, n'a jamais voulu encaisser la journée de 8 heures et cela, beaucoup par la faute des ouvriers qui n'ont pas eu le courage de l'appliquer, car il est inadmissible que, dans certains chantiers, les 8 heures ont été respectées et que dans beaucoup d'autres, ils ont été violés, et cela par le manque d'organisation et la non compréhension de la majorité des ouvriers. Donc, camarades cimentiers, et maçons d'art, il faut que vous pensiez aux luttes que les vieux ont menées pour cette journée de 8 heures. C'est pourquoi la Section fait un pressant appel à tous pour faire la propagande nécessaire auprès des nombreux inconscients et il faut que dans notre prochaine assemblée générale, on se tienne la dimanche 14 novembre, à 9 heures, salle Ferrer, Bourse du Travail, nous démontrions au patronat que nous sommes en mesure capables de faire le nécessaire pour faire aboutir nos légitimes revendications.

— Un accident d'assez grave conséquence.

TRIBUNE FÉDÉRALE DU BATIMENT

VEILLEE DE BATAILLES

Nous voici dans quelques jours aux congrès fédéraux et confédéraux des syndicats autonomes de France.

La ville de Lyon, qui est le centre où l'autonomie syndicale a le plus résisté aux partis politiques, aura l'honneur de rassembler tous ceux dont la doctrine du syndicalisme qui se suffit à lui-même, pour discuter sur les bases d'un organisme syndical qui groupera toutes les forces autonomes du pays.

Les 13 et 14 novembre, congrès extraordinaire de la Fédération Nationale du Bâtiment qui aura pour but l'examen fédéral national et international.

A son congrès sont invités les délégués de la C. G. T., C. G. T. U., U. F. S. A., A. I. T., sur la question de l'Unité syndicale.

Les assises de ces congrès auront lieu à la mairie du 7^e arrondissement, place Jean-Macé, à Lyon.

A l'issue du congrès fédéral, aura lieu le congrès confédéral des forces autonomes de France et des colonies, les 15 et 16 novembre. Les bataillonneux apporteront tout leur concours à ce nouvel organisme qui doit, après la faillite des deux C. G. T., enliser dans les partis politiques, faire revivre le syndicalisme d'avant guerre, lutte de classe.

Nous sommes en pleine effervescence dans les chantiers, ateliers, réunions syndicales, tous les gars discutent pour reprendre les armes du passé qui faisaient trembler le patronat. Le syndicalisme n'est pas mort malgré toutes les hiesures, il doit vivre et continuer par sa propre action de classe, sans tenir compte des partis politiques qui vivent de nos divisions.

Les 8 heures en danger seront à nouveau défendues de haute lutte, sans collaboration de classe.

Le fonctionnarisme sera combattu de toutes nos forces parce qu'il est responsable de l'état actuel de division ouvrière. La structure organisationnelle actuelle, cette double représentation dans l'appareil fédéraliste, que sont les unions départementales et les fédérations d'industrie dans les comités nationaux.

Toutes ces questions seront la discussion de nos journées de fièvre, de batailles, tous les points de vue de l'autonomie seront représentés par cette multitude de syndicats qui s'ignorent aujourd'hui et demain fraterniseront.

Le silence des deux C. G. T. est une marque d'angoisse chez eux, ils savent que demain groupés, il faudra compter avec nous ; les autonomes sont leur cauchemar. Demain nous serons la force et le maître de cet idéal de Peillon. Pas de doute, tous au congrès pour sauver ce qui reste de syndicalisme en France.

Le Bureau fédéral.

LES GREVES EN COURS

Besaçon. — Les patriotes-peintres sont à leur 7^e semaine de grève, après avoir décidé que le premier jour ; malgré la manœuvre communiste, le moral est bon et les gars du bâtiment de Besaçon sont avec eux, contre le patronat intrépidement.

Ils ont besoin de la solidarité de tout le monde, à seule fin que leurs femmes et leurs enfants ne souffrent pas de cette situation.

La solidarité ne doit pas leur faire défaut.

En présence des manœuvres de la dernière heure, une grande réunion d'information des militants syndicalistes du bâtiment, aura lieu vendredi soir, à la Bourse du Travail, à 18 heures, sous les auspices de la Fédération du Bâtiment et du Syndicat unique de la Seine.

Tous les militants syndicalistes révolutionnaires y sont cordialement invités. Nous pensons, devant le confusionisme actuel, et les luttes de personnalités, que la théorie du syndicalisme révolutionnaire doit passer au-dessus de tout.

Le Congrès extraordinaire de Lyon qui s'annonce comme une victoire du syndicalisme sur les partis politiques doit avoir le concours de tous ceux qui ont contribué jusqu'à ce jour à la défense en face de tous les politiciens. Nous comptons sur leur présence.

Pour la Fédération du Bâtiment, les secrétaires : BOISSON, JUHEL.

Pour le S.U.B. : FAUDRY, COURTOIS, DENANT et ANDRIEU.

s'est produit dans un chantier de ciment armé, entreprise Dion, rue Francœur, six ouvriers ont échappés encore une fois à la mort et sont tous blessés assez gravement. Une terrasse de 10 mètres carrés s'est effondrée soudainement, entraînant avec elle les six ouvriers. Une petite enquête sur place m'a permis de constater la mauvaise exécution du travail fait par des tâcherons. Aux ouvriers qui travaillent pour ces pieuvres, d'en prendre bonne note.

Le Secrétaire : Denant.

Section Interlocule d'Ivry, Vitry, Charenton et Alfortville. — Camarades, devant la situation qui nous est créée par le patronat qui commence à organiser le chômage, l'heure est venue d'organiser notre défense. C'est pourquoi le conseil, dans sa dernière réunion, a décidé de tenir une réunion extraordinaire de la section qui aura lieu le mardi 9 novembre 1926, à 17 h. 30 très précises, 50, rue de Seine, à Ivry. Que tous les camarades viennent prendre leur responsabilité à cette assemblée, les camarades Faudry, secrétaire du S. U. B., et Juhel, de la Fédération, feront l'exposer de la situation.

Un pointage rigoureux des cartes sera fait à l'entrée de la salle.

Pour le Conseil : le secrétaire : Giraud.

Section des Charpentiers en bois du S. U. B. — Il est rappelé à tous les jeunes charpentiers de la région parisienne qu'un cours de trait de charpente fonctionnera à la Bourse du Travail, 4^e étage, bureau 10, à partir du mardi 16 novembre 1926, et continuera les mardis et vendredis suivants de chaque semaine. — Le Conseil de la Section.

Assemblées Générales des Sections Techniques suivantes à la Bourse du Travail :
— **Charpentiers en fer.** — Dimanche 7 novembre, à 9 heures du matin, petite salle des Grèves.
— **Menuisiers.** — Mardi 9 novembre, à 17 h. 30, salle Henri-Perrault.

Démolisseurs. — Mercredi 10 novembre, à 17 h. 30, salle Eugène-Varin.

Réunion des Conseils Techniques des Sections suivantes, à 18 heures, Bourse du Travail, 4^e étage :

Mardi 9 novembre.

Serruriers. — Bureau, 12.

Charpentiers en fer. — Pas de Conseil.

Plombiers. — Bureau 11.

Monteurs en chauffage. — Bureau 14.

Peintres en bâtiment. — Salle de Commission, 4^e étage.

Mercredi 10 novembre.

Commission exécutive du S. U. B. — A 18 heures, bureau 13.

Permanence Prud'homme. — De 18 heures à 19 heures, bureau 10, 4^e étage.

Camarade Vincent, maçon.

<